



**Accroître la participation et l'engagement des
femmes dans la planification de la paix :
Symposium sur le genre et Conférence de 2011 sur
l'engagement international pour le Soudan du Sud**

Accroître la participation et l'engagement des femmes dans la planification de la paix : Symposium sur le genre et Conférence de 2011 sur l'engagement international pour le Soudan du Sud

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Tobie Whitman avec la contribution de Farah Council, Rachel Dore-Weeks et Jacqueline O'Neill.

Dans l'ensemble de ce rapport, les termes « gouvernement national » font référence au Soudan du Sud et « gouvernement hôte » aux États-Unis.

La traduction du Recueil d'informations d'ONU Femmes consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité a été rendue possible par le généreux soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

Octobre 2012

*Toute référence à « UNIFEM » dans ce document s'entend comme une référence à « l'ancien UNIFEM », l'une des quatre entités qui ont fusionné le 21 juillet 2010, par la résolution A/RES/64/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour former l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

*Toute référence à « la résolution 1325 des Nations Unies et » aux « résolutions ultérieures ou aux 5 résolutions FPS » dans ce document s'entend comme une référence aux résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010). Deux résolutions supplémentaires sur les femmes, la paix et la sécurité ont été adoptées avant la réimpression de ce Recueil d'informations en 2014 : les résolutions 2106 (2013) et 2122 (2013). Le texte intégral de ces nouvelles résolutions est fourni en annexe mais n'est pas inclus dans le texte de cette réimpression.

En couverture : Des déléguées de la société civile du Soudan du Sud et des membres d'ONU Femmes réunies pour célébrer la clôture de la Conférence sur l'engagement international.

Crédit photo : The Institute for Inclusive Security

Une « conférence sur l'engagement » diffère quelque peu d'une conférence des donateurs. Une conférence de l'engagement constitue une plate-forme de discussion et de recherche d'un consensus préalable au financement du plan de développement d'un pays. Même si chacune réunit décideurs nationaux, bailleurs de fonds internationaux et experts du secteur, c'est au cours des conférences des donateurs que ceux-ci s'engagent financièrement.

Les conférences des donateurs et les conférences sur l'engagement permettent d'attirer au niveau international l'attention sur l'avenir d'un pays. Dans les pays sortant d'un conflit, les responsables des politiques du pays concerné se réunissent avec les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux pour identifier les priorités des besoins en développement et esquisser les grandes lignes d'un futur plan de paix et de prospérité. Les différents spécialistes de chaque secteur présentent une analyse des besoins du pays et, la plupart du temps, les agences de développement s'engagent à mettre à disposition leurs ressources et leur assistance. Le pays qui accueille la conférence des donateurs joue un rôle crucial dans l'élaboration du programme des discussions. Les conférences des donateurs sont rarement des événements qui se déroulent sur une seule journée ; en effet, elles marquent bien souvent le point culminant d'un long processus d'identification et d'évaluation des priorités et des stratégies nationales. Par conséquent, la participation à la planification d'une conférence des donateurs permet dans bien des cas de guider la sélection des priorités au niveau national. C'est pour cela - et au vu du rôle essentiel que jouent les conférences des donateurs en concrétisant les résultats des évaluations des besoins en domaines d'actions et engagements financiers prioritaires - qu'il est important d'encourager une large participation sociale et un maximum de transparence dans leur préparation et leur mise en œuvre.

Le rapport qui suit met en évidence les stratégies et mesures adoptées pour promouvoir l'inclusion des femmes dans la Conférence de 2011 sur l'engagement international pour le Soudan du Sud. Outre l'exposé des principales interventions et des enseignements tirés de cette promotion de l'engagement des femmes, ce rapport inclut des mesures d'orientation pour la planification des symposiums sur le genre, ainsi que des listes récapitulatives destinées aux gouvernements nationaux et hôtes impliqués dans la planification de la conférence.

Quel est le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et le développement d'après-conflit ?

Les femmes sont des partenaires essentiels dans la reconstruction des sociétés après un conflit et l'établissement de la voie vers le développement. Elles représentent généralement la majeure partie des personnes déplacées et constitue la majorité de la population d'après-guerre.¹ Elles possèdent une connaissance approfondie des besoins et priorités communautaires, qui peuvent ne pas être identiques à ceux des hommes. Pendant les conflits, les femmes doivent remplir des rôles traditionnellement assumés par les hommes, et deviennent souvent chefs de famille en leur absence.

Malgré cela, les femmes sont souvent exclues des processus de développement, notamment des forums d'annonces

de contributions et de l'attribution de l'aide. Bien que les fonctionnaires féminins représentent souvent une petite minorité de délégations gouvernementales nationales, les participantes de la société civile ne sont généralement pas consultées au moment de statuer sur les priorités de développement et ne siègent pas aux conférences sur l'engagement ni aux conférences des donateurs. Cela n'est pas sans conséquences. Une étude de 2011 portant sur 115 descriptifs de projet des Nations Unies (ONU) gérant des fonds d'affectation spéciale multidonateurs et des programmes conjoints dans six pays faisant l'objet d'études de cas - à savoir le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Irak, la Sierra Leone, le Soudan et le Timor-Leste - a révélé que 6,1 pour cent des budgets alloués à ces projets ciblaient des problèmes ou des besoins spécifiques au genre.² Selon Inter Press News, alors que le Rapport sur le développement dans le monde 2011 de la Banque mondiale mettait l'accent sur la problématique de genre, le budget de la Banque mondiale consacré aux investissements pour promouvoir le « développement social, l'égalité de genre et l'inclusion » est passé de 952 millions de dollars, en 2010, à 908 millions de dollars seulement en 2011. Les dépenses de la Banque mondiale dans cette catégorie thématique représentent moins de deux pour cent de son budget pour 2011.³ Il existe donc bel et bien une opportunité significative d'accroître la participation des femmes dans les processus de développement et d'aide.

Inclusion des femmes dans le développement du Soudan du Sud

En juillet 2011, la République du Soudan du Sud est devenue la plus jeune nation du monde. Sa transition actuelle vers le statut d'État offre aux femmes une occasion unique de participer à l'élaboration des priorités en matière de développement.

La Conférence internationale sur l'engagement a pour objectif d'exposer aux partenaires externes les priorités en matière de stratégies de développement du gouvernement du Soudan du Sud et de faire ressortir les opportunités d'engagement auprès des partenaires des secteurs public et privé.

Les femmes ont joué un rôle vital dans la lutte pour l'indépendance et se sont alliées malgré les divisions pour solidairement exhorter les belligérants à la paix. Elles se sont également alliées pour jouer un rôle concret dans l'avenir de leur nouveau pays. Grâce à leur mobilisation, la Constitution nationale de transition post-indépendance garantit une représentation des femmes d'au moins 25 pour cent dans les organes exécutifs et législatifs. À l'heure actuelle, les femmes occupent 88 des 382 sièges à l'Assemblée nationale législative,

soit un peu plus du quota de 25 % et la vice-présidente est également une femme.⁴ Malheureusement, seulement quatre femmes occupent l'un des 29 postes au sein des cabinets gouvernementaux et elles sont seulement sept à occuper l'un des 78 postes d'ambassadeur du pays. L'avenir de la participation des femmes à la vie politique est toutefois prometteur : un sondage récent indique en effet que 86 pour cent des Soudanais du Sud seraient prêts à voter pour une femme candidate et que 85 pour cent des hommes sont en faveur de l'instauration d'un quota de femmes de 25 pour cent ou plus.⁵

Malgré cela, des difficultés considérables sur le plan du développement humain aggravent la marginalisation des femmes et leur inégalité. Le mariage précoce et les difficultés d'accès aux services d'éducation et de santé sont très courants. Selon l'enquête de 2006 sur les ménages soudanais consacrée à la santé, le taux d'analphabétisme des femmes âgées de 15 à 24 ans est alarmant puisque s'élevant à 97,5 pour cent. Qui plus est, le taux de mortalité maternelle du pays est parmi l'un des plus hauts du monde (2 054 pour 100 000 naissances vivantes).⁶ Bien que le gouvernement naissant du Soudan du Sud (GSS) ait pris des mesures importantes pour faire progresser l'inclusion des femmes, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour intégrer avec succès les efforts des agences gouvernementales et élargir le dialogue au-delà du simple recours aux quotas. L'engagement pris pour garantir la participation des femmes à la prise de décision consiste notamment à permettre à divers groupes de femmes d'élaborer des politiques et des programmes au Sud-Soudan.

Les femmes soudanaises demandent constamment à être incluses dans les discussions nationales et internationales sur le développement. En prélude à la Conférence internationale des donateurs de 2005 pour le Soudan, l'ex-UNIFEM, désormais intégré à ONU Femmes, et le gouvernement norvégien, ont organisé, en collaboration avec « The Institute for Inclusive Security » (Institut pour la sécurité inclusive), un Symposium sur le genre regroupant plus de 50 femmes soudanaises, afin de garantir la participation des femmes à la conférence officielle des donateurs. Deux déléguées, l'une originaire du Nord et l'autre du Sud, se sont adressé à l'ensemble du public et ont fait une déclaration comportant des priorités et des actions urgentes pour la reconstruction. Le Premier Vice-président soudanais, M. Ali Osman Taha, et le président du Mouvement populaire de libération du Soudan, M. John Garang de Mabior, participèrent tous deux au Symposium sur le genre et furent de ceux qui, lors de la conférence des donateurs, « s'exprimèrent le plus au sujet de ce thème... en évoquant les femmes et leur autonomisation en particulier. »⁷

En 2008, un autre rassemblement international des donateurs s'était révélé être une opportunité d'importance pour la participation des femmes. Avec le soutien du gouvernement norvégien, d'ONU Femmes et d'Inclusive Security, douze femmes se sont déplacées en provenance du Soudan pour participer à un Symposium sur le genre qui se tenait en parallèle du Consortium des donateurs de 2008, à Oslo. Ce groupe a préparé un ensemble de recommandations portant sur tous les aspects de la politique et des programmes de développement, dans le but de mettre en évidence les priorités spécifiques des femmes. Alors que les femmes de la société civile ont dû défendre fébrilement la cause de leur participation tout au long de la conférence et ont dû attendre le dernier jour pour y obtenir l'accès officiel, leurs efforts ont fait écho auprès de 20 des 22 délégations donatrices qui ont mentionné la nécessité de financer le leadership et les priorités des femmes au cours de la séance de clôture⁸

Sur la base de ces expériences, les femmes du Soudan du Sud ont saisi l'occasion de définir les priorités de développement de leur nouvelle nation grâce à leur participation à la Conférence sur l'engagement international. Cette Conférence a réuni le gouvernement du Sud-Soudan, les Nations Unies, des partenaires bilatéraux, ainsi que des représentants des communautés d'entreprises nationales, régionales et mondiales pour débattre de l'avenir du Soudan du Sud. Organisée à Washington DC par le gouvernement américain, la Conférence sur l'engagement international de 2011 a été un moment crucial pour l'engagement des femmes dans la définition de la politique de développement et a dès lors fait date en ouvrant la voie à l'implication des femmes. Il est en effet rare que les femmes de la société civile reçoivent des invitations officielles aux conférences des donateurs. Pourtant les sept participantes de la délégation de femmes dirigeantes de la société civile ont reçu des accréditations officielles pour accéder à la conférence et participé aux discussions sur les priorités de développement. Elles ont pu faire part de leurs recommandations lors d'un discours officiel devant plus de 500 participants à la conférence et leurs contributions ont été largement reconnues par différents responsables politiques de haut niveau.

Comment l'engagement des femmes dans la Conférence a-t-il eu lieu ?

Au cours de la période qui a précédé la Conférence, des dirigeantes de la société civile et du secteur privé ont collaboré avec le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, ONU Femmes, Inclusive Security et la Banque mondiale pour participer à la planification et aux différents débats de la conférence. Ces dirigeantes ont demandé à être soutenues et

Le groupe de travail des dirigeants du Soudan du Sud était composé des organisations suivantes.

- Association générale des femmes du Soudan du Sud
- Réseau d'autonomisation des femmes du Soudan du Sud
- NS Watch (Association des femmes du nouveau Soudan pour le changement)
- Assemblée nationale législative
- Association des femmes chefs d'entreprise du Soudan du Sud
- Roots of South Sudan
- Sudan Radio Service
- Association des femmes juristes du Soudan du Sud

ont sollicité l'appui de ressources leur permettant de plaider en faveur d'une participation entière à la conférence, ce qui leur a été octroyé grâce à un partenariat solide entre ONU Femmes, Inclusive Security et la Banque mondiale.

La section suivante illustre le processus employé pour appuyer la participation des responsables féminines à la Conférence et met en avant les bonnes pratiques à retenir pour les opportunités et engagements futurs.

1. Phase de préparation de la Conférence

Dès le début septembre 2011, des dirigeantes sud-soudanaises de la société civile et du secteur privé, en collaboration avec le u Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, ont commencé à planifier et à plaider en faveur de la participation des femmes à la Conférence sur l'engagement international.

a. Stratégies menées au Soudan du Sud

Création d'un groupe de travail : Un groupe de travail réduit et informel composé de responsables de la société civile, du secteur privé, de parlementaires et de représentants du ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales du Soudan du Sud, d'ONU Femmes et de la Banque mondiale s'est réuni régulièrement pour préparer la Conférence et établir des stratégies d'accès aux dirigeants et aux documents de politiques. Les partenaires ont cherché à influencer les préparatifs de la conférence basés au Soudan du Sud, notamment en apportant leur soutien au ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales pour participer au processus de planification. Des alliances stratégiques ont également été contractées entre les dirigeantes et les donateurs bilatéraux au niveau national.

- » Facteur de réussite : Une planification et une coordination régulières et anticipées entre les partenaires permet de renforcer la collaboration pour toute la durée des préparatifs de la conférence.
- » Facteur de réussite : Un engagement précoce et direct entre les femmes responsables du secteur non gouvernemental et le gouvernement national a permis d'établir les bases de la coordination et d'une diffusion cohérente des messages relayés.

Réalisation de consultations anticipées : Plusieurs mois avant la conférence, le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales a invité les femmes à se réunir pour parler de leurs priorités en matière de développement. Un groupe de 15 à 20 femmes représentant différents États et secteurs, y compris le gouvernement, la société civile, les médias et le secteur privé, s'est réuni régulièrement pour faire part de ses commentaires sur les différentes propositions.

- » Facteur de réussite : Des consultations précoces ont donné aux participantes le temps nécessaire pour nouer des relations de travail entre elles et élargir la sensibilisation à la politique de développement du Soudan du Sud.
- » Enseignement tiré : Des consultations supplémentaires auraient pu être menées auprès de spécialistes du genre dans le cadre d'autres conférences et événements qui se sont déroulés à peu près au même moment, afin d'amplifier l'engagement et d'assurer une utilisation optimale des ressources.



Sarah James, présidente de l'Association générale des femmes du Soudan du Sud et membre de la délégation des dirigeantes du Soudan du Sud à la Conférence sur l'engagement international.

Crédit photo : The Institute for Inclusive Security

Garantie de l'accès aux informations : Il a été possible d'accéder aux documents du Plan de développement du Soudan du Sud (SSDP – South Sudan Development Plan), qui ont servi de base pour la Conférence, à l'issue d'une collaboration informelle entre les dirigeants et le personnel du gouvernement du Soudan du Sud, du gouvernement américain et de la Banque mondiale. Une analyse succincte de chaque document du SSDP, axée sur le genre, a également été effectuée par le groupe des femmes dirigeantes, avec l'appui de partenaires internationaux. Les résultats de cette analyse ont été transmis aux ministères concernés par le biais de la Banque mondiale.

- » Facteur de réussite : L'accès aux documents de la Conférence a été déterminant car il a permis aux dirigeantes de mieux se positionner et d'améliorer leurs connaissances des questions soumises à débat.
- » Enseignement tiré : Si le gouvernement du Soudan du Sud s'était engagé officiellement à diffuser massivement les documents d'orientation du SSDP, si le groupe de travail avait bénéficié d'un délai plus long pour exposer et argumenter sa cause auprès des décideurs, cela aurait permis aux responsables politiques et aux défenseurs de l'égalité entre les sexes de parvenir à un consensus sur l'importance des priorités des femmes avant la conférence.

Choix d'une délégation diversifiée : Les consultations ont débouché sur la sélection d'une délégation officielle de dirigeantes du Soudan du Sud invitées à participer au Symposium sur le genre et à la Conférence sur l'engagement international. Le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales a sélectionné dix femmes pour représenter une large section de la société civile (médias, associations locales) et du secteur privé.⁹ Sur le terrain, ONU Femmes a apporté une aide logistique, par exemple en organisant à l'avance les vols, la convocation de réunions préalables aux déplacements, etc.

- » Facteur de réussite : Un appui technique et un soutien financier ont été fournis grâce au détachement à court terme d'un spécialiste de la coordination d'ONU Femmes au Soudan du Sud et à l'attribution de fonds destinés à financer les déplacements et la logistique. La délégation de sept personnes ayant dû faire le déplacement depuis différents États du Soudan du Sud, ces ressources ont permis une coordination efficace et un départ dans les temps.
- » Facteur de réussite : La diversité de cette délégation a permis aux participantes de représenter une large population de femmes du Soudan du Sud.

Planification consciencieuse de la Conférence sur l'engagement et du Symposium sur le genre : La délégation des femmes dirigeantes du Soudan du Sud, avec l'appui technique et logistique d'ONU Femmes et d'Inclusive Security, a entrepris la planification d'un Symposium sur le genre organisé aux États-Unis deux mois avant la Conférence sur l'engagement. Ce Symposium a été structuré de façon à permettre un réel débat entre la délégation des femmes dirigeantes du Soudan du Sud et les membres de la délégation du gouvernement du Soudan du Sud, afin d'examiner et d'affiner les priorités de développement, et pour perfectionner l'argumentaire de plaidoyer et les compétences de prise de parole en public.

- » Facteur de réussite : Une planification établie bien à l'avance avec des rôles clairement définis a contribué à créer un partenariat fructueux pour la coordination du Symposium sur le genre. Par exemple, trois mois avant la date de la conférence, Inclusive Security s'est chargé de la promotion et de la planification aux États-Unis, tandis que le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, avec le soutien d'ONU Femmes et de la Banque mondiale, a dirigé ces mêmes activités au Soudan du Sud. Il était essentiel que ces deux flux d'activité se déroulent de façon simultanée et en collaboration, pour garantir la réussite de cette semaine d'événements.
- » Facteur de réussite : La mise à disposition de ressources financières, estimées à près de 70 000 USD, pour permettre à la délégation de se rendre aux États-Unis, a facilité les opérations.

b. Stratégies menées aux États-Unis

Efforts intensifs de promotion de la cause vis-à-vis du gouvernement hôte : Pendant que différentes réunions de consultation se déroulaient au Soudan du Sud, des efforts de plaidoyer ont été entrepris à Washington DC, aux États-Unis, auprès des bureaux du gouvernement américain chargés de la planification de la conférence. Le gouvernement américain a été ouvert à la collaboration dès les premiers stades de la planification et a apporté son soutien en mettant à disposition les services de certains de ses employés et dirigeants.

Avec la contribution du groupe de travail au Sud-Soudan, Inclusive Security a dressé une liste d'actions concrètes auxquelles le gouvernement américain pourrait avoir recours pour garantir la participation de la délégation des dirigeantes du Soudan du Sud à la Conférence. Les actions recommandées comprenaient notamment : a) La reconnaissance, l'approbation et la participation officielle au Symposium sur le genre, b) l'envoi d'invitations à la délégation pour tous les événements liés à la Conférence sur l'engagement, c) la garantie d'un temps de parole officiel lors de la conférence principale et d) l'incitation du personnel de l'administration américaine à citer la délégation et ses recommandations dans les déclarations et allocutions officielles.

Deux mois avant la Conférence, Inclusive Security a présenté cette liste au personnel du Département d'État américain et à l'USAID (United States Agency for International Development – Agence des États-Unis pour le développement international). Le gouvernement américain a fait connaître les mesures recommandées aux directeurs chargés de l'organisation de la conférence, tous partisans avérés de l'inclusion des femmes dans la prise de décision.¹⁰

Inclusive Security a maintenu un contact constant avec le personnel concerné au Département d'État et à l'USAID, notamment avec le personnel des bureaux des directeurs mentionnés ci-dessus, et participé à de nombreuses réunions de groupe avec les décideurs des différents organismes. Ce contact régulier et de solides relations personnelles préexistantes entre le personnel et les directeurs du gouvernement américain et les membres d'Inclusive Security a facilité le partage d'informations précieuses.

- » Facteur de réussite : Une communication précoce et régulière avec les employés et dirigeants du gouvernement hôte, impliqués dans la planification de la Conférence, a permis de faciliter la collaboration.
- » Facteur de réussite : Les conversations étaient principalement axées sur la formulation de demandes spécifiques auprès du gouvernement du pays hôte pour favoriser l'inclusion des femmes, et sur le suivi de l'avancement de ces demandes.

2. La semaine de la Conférence sur l'engagement international

Nombre d'activités et d'événements ont donné l'occasion à la délégation des femmes du Soudan du Sud de délivrer leurs messages et de plaider leur cause auprès des responsables des

« Ce sont les femmes qui se sont battues pour l'indépendance. C'est notre pays. Nous l'avons créé. Maintenant que le moment est venu de s'adresser au monde, « nous voici » les

femmes doivent être là. Dans ce projet de développement, notre présence ne peut faire l'ombre d'un doute »

politiques, lors de la semaine de la Conférence sur l'engagement. Les stratégies suivantes ont contribué à leur réussite.

a. Symposium sur le genre

Inclusive Security et ONU Femmes ont organisé un atelier à la demande des femmes dirigeantes du Soudan du Sud dans le but de créer un espace de collaboration avec la délégation gouvernementale et de développer des priorités communes, juste avant la Conférence sur l'engagement international. Pendant deux jours, la délégation a analysé chaque document du Plan de développement du Soudan du Sud (SSDP) et élaboré des recommandations concrètes sur les priorités en matière de développement, de sécurité et de gouvernance. Melanne Vermeer, ambassadrice itinérante américaine chargée des problèmes rencontrés par les femmes dans le monde, a déclaré l'événement officiellement ouvert.

Développement de recommandations claires et réalisables :

Les participants ont réfléchi, affiné et attribué des priorités aux principales questions liées à la sécurité et à la paix. Sous l'égide des modérateurs d'ateliers et de spécialistes de la problématique hommes-femmes, ils ont identifié de manière consensuelle un ensemble de 40 recommandations spécifiques sur les thèmes prépondérants de la Conférence sur l'engagement international. La délégation a ensuite choisi d'inscrire les quatre recommandations prioritaires suivantes à son programme de sensibilisation. La définition de ces priorités a permis de garantir la transmission d'un message clair et cohérent :

1. Doubler les taux d'alphabétisation fonctionnelle chez les femmes sur le plan national pour atteindre les 25 pour cent d'ici à 2014.
 2. Mettre en place une banque pour les femmes dotée d'un capital de départ de 10 millions d'USD, permettant aux femmes de bénéficier de prêts accessibles à taux réduits, en utilisant des garanties sociales plutôt que des biens matériels.
 3. Garantir que les femmes reçoivent 25 pour cent du total des investissements dans l'agriculture et l'élevage commercial, pour accroître ainsi leur productivité alimentaire, leur esprit d'entreprise et leur accès aux marchés.
 4. Garantir que la moitié des ressources des fonds de développement communautaire, financés par les revenus pétroliers, soit allouée à la santé, l'éducation, l'économie et la sécurité physique des femmes.
- » Enseignement tiré : Il peut être difficile de communiquer un grand nombre de recommandations. Il est préférable de se concentrer sur quelques messages clés pour promouvoir une cause de façon claire et déterminée.

Perfectionner la personnalisation des messages et planifier les actions de plaidoyer :

Une fois que la délégation a finalisé les recommandations, elle s'est attelée à améliorer ses compétences en matière de plaidoyer et de communication stratégique en assistant à des sessions de formation avec le personnel d'Inclusive Security et d'ONU Femmes. En s'appuyant sur le programme officiel de la Conférence sur l'engagement international,

la délégation a défini une stratégie destinée à s'assurer que les décideurs les plus influents aient connaissance des recommandations formulées et que les opinions et commentaires des femmes soient inclus dans chaque réunion de groupe d'experts et table ronde durant la Conférence. La Vice-ministre du ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, Mme Priscilla Nyangyang Makuae a participé à la deuxième journée de l'atelier. Les participantes ont jugé son engagement décisif dans la finalisation des recommandations. De par son statut de haut responsable gouvernemental, sa présence et son soutien ont permis d'appuyer l'action de la délégation.

- » Facteur de réussite : Les sessions de formation doivent prévoir du temps pour l'analyse des politiques, la formulation des recommandations, la préparation des messages et la planification des stratégies de plaidoyer pour la conférence principale.
- » Enseignement tiré : La participation et le soutien du gouvernement national au Symposium sur le genre favorise les liens entre les femmes de la société civile, le secteur privé et le gouvernement, et renforce un message commun. Cette participation est d'autant plus efficace quand elle est maintenue sur toute la durée du symposium.

Susciter l'intérêt des médias autour du Symposium et de la délégation :

Les équipes de communication d'ONU Femmes et d'Inclusive Security ont contacté les médias avant l'arrivée de la délégation, afin de stimuler des manifestations d'intérêt pour des sujets d'actualité et pour des articles sur des histoires individuelles. Pendant le symposium, les médias ont été invités à rencontrer la délégation, donnant lieu à la publication d'articles et de tweets avant la Conférence, et créant ainsi un véritable effet de « buzz » autour de la délégation des femmes dirigeantes. Un communiqué de presse résumant le contenu des discussions et des recommandations a été publié à la fin du symposium.¹¹

Le texte complet des recommandations et un document de synthèse d'une page sont fournis en annexe de ce rapport.

- » Facteur de réussite : Une stratégie médiatique et de communication est essentielle pour garantir la diffusion des principaux messages au-delà de la Conférence.

b. Réception du Symposium sur le genre

Le soir précédant la Conférence sur l'engagement international, le bureau du Département d'État américain chargé des problèmes rencontrés par les femmes dans le monde (Office of Global Women's Issues) a organisé une réception en l'honneur des femmes dirigeantes du Soudan du Sud sur le site même de la conférence officielle. Cet événement a permis de réunir les membres de la délégation et les responsables politiques de haut niveau qui allaient participer à la conférence du lendemain.

Accroître la visibilité : Lors de la réception, les déclarations des responsables de haut niveau du gouvernement du Soudan du Sud, du gouvernement américain et des Nations Unies ont permis de sensibiliser davantage le public à la participation des femmes et à leurs priorités. La délégation a présenté sa déclaration et ses recommandations lors de l'événement. Les femmes ont également offert des foulards aux participants, ce qui a eu pour effet de susciter l'intérêt des autres membres présents à la

conférence et a servi d'emblème de solidarité avec les femmes lorsque la Conférence sur l'engagement international a débuté. Les médias, y compris la presse écrite et la télévision, ont été invités à la réception et des interviews ont été réalisées en direct.

- » Facteur de réussite : L'organisation de la réception par le gouvernement qui accueille la conférence permet de rehausser la visibilité de l'événement.
- » Facteur de réussite : L'organisation de la réception du Symposium sur le genre au même endroit que la conférence permet d'attirer davantage l'attention sur la présence de la délégation et d'encourager la participation à la réception des autres participants de la conférence.
- » Enseignement tiré : Il est préférable d'inviter le plus tôt possible les hauts fonctionnaires du gouvernement national à prendre la parole lors du Symposium sur le genre.

c. Conférence sur l'engagement international pour le Soudan du Sud

Cette conférence de deux jours, première réunion internationale officielle sur le thème de l'avenir du Soudan du Sud, a rassemblé près de 500 responsables politiques, experts du secteur et investisseurs du secteur privé. Les délibérations sur les priorités postérieures à la séparation du Sud-Soudan ont servi de base à la définition des politiques sociales et économiques du pays.

Saisir toutes les opportunités de plaidoyer : Suite aux efforts intenses de plaidoyer et de planification des femmes dirigeantes du Soudan du Sud et des partenaires institutionnels qui les soutiennent, la voix des femmes a pu être entendue lors cette conférence historique. En réponse aux demandes des dirigeants et du ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, le gouvernement américain a fourni des accréditations d'accès aux sept femmes représentantes de la délégation de la société civile. Il a également alloué un temps de parole officiel aux membres de la délégation pour qu'elles puissent présenter leur déclaration officielle à l'occasion de la séance plénière. La délégation a veillé à ce que ses membres expriment leurs priorités dans toutes

les tables rondes et réunions de groupe d'experts. En outre, les déléguées ont saisi cette occasion pour plaider leur cause auprès des hauts responsables américains dans le cadre et en dehors de la Conférence, y compris auprès du sénateur américain John Kerry (D-MA) et de la parlementaire Nita Lowey (D-NY).

S'appuyant sur ces mécanismes, la délégation a contribué aux résultats suivants :

1. Le président du Soudan du Sud, M. Salva Kiir, a reconnu le rôle des femmes dans son discours de clôture.
2. Plusieurs intervenants de haut niveau, y compris la Secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton, ont expressément reconnu la présence de la délégation des femmes et suggéré de tenir compte de leurs recommandations dans la finalisation du plan de développement.
3. Des grands médias, notamment The Daily Beast, PBS News Hour, Radio des Nations Unies, Voice of America, The Washington Post et Xinhua News, ont attiré l'attention sur la délégation des femmes.
4. La note d'information du gouvernement américain intitulée « Supporting South Sudan's Vision for the Future » (Soutenir la vision de l'avenir du Soudan du Sud) à la clôture de l'événement indiquait que l'objectif de « soutenir la participation des femmes dans les sphères politique, sociale et économique » fait partie de l'un de ses six engagements.
5. Depuis la Conférence, ONU Femmes et le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales œuvrent en commun au Soudan du Sud pour assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des priorités proposées à l'issue de la Conférence. Le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales a ouvert la voie dans ce domaine en créant un groupe de travail regroupant des membres du gouvernement, du secteur privé et de la société civile pour intégrer ces recommandations dans des



« Le Symposium sur le genre qui a contribué au lancement de cette rencontre a vraiment été le point de départ approprié pour les discussions. Comme nous le savons que trop bien, les femmes paient souvent le plus lourd tribut en cas de conflit, et elles doivent assurément être placées au cœur de toute paix durable entre les nations ou au sein des communautés. Dans les pays en développement, les femmes sont également des facteurs clés du développement économique. Nous remercions tout

particulièrement les déléguées qui se sont déplacées jusqu'ici pour définir leurs priorités, s'assurer que leurs voix soient entendues, et vous faire des recommandations concrètes pour aider à créer un État. »

Sénateur John Kerry (Congrès américain). Clôture de la Conférence sur l'engagement international, décembre 2011.

Résumé des recommandations issues de l'expérience du Soudan du Sud : Comment reproduire un symposium réussi sur le genre

structures de planification permanentes et décider des modalités de leur mise en œuvre.

- » Facteur de réussite : Lorsque la délégation des femmes dirigeantes séjourne à l'hôtel principal où sont logés la plupart des participants à la Conférence, les opportunités de plaider et de « réseautage » sont multipliées.
 - » Facteur de réussite : Des relations utiles peuvent être tissées entre la délégation et les hauts responsables du gouvernement hôte présents à la conférence au cours de réunions parallèles.
 - » Facteur de réussite : Une déclaration forte et mémorable, prononcée par les représentants de la délégation, crée de nouveaux alliés au sein de la Conférence.
 - » Enseignement tiré : Les représentantes de la délégation de femmes doivent se voir attribuer un temps de parole dans le programme principal, afin de pouvoir s'adresser à la session plénière, plutôt que lors des pauses café ou déjeuner.
1. Définir de façon claire les rôles et responsabilités des organisations collaborant au projet suffisamment à l'avance.
 2. Veiller à l'établissement de relations solides avec le gouvernement hôte qui organise la Conférence et le gouvernement national. Forger des liens solides dès que possible pour promouvoir l'inclusion des femmes à la Conférence et inciter à organiser un Symposium sur le genre.
 3. Faire participer un groupe de femmes divers et engagé de la société civile et du gouvernement à un Symposium sur le genre. Formuler un processus de sélection en collaboration avec les femmes participant aux consultations.
 4. Allouer des fonds appropriés pour soutenir la pleine participation des femmes à un programme de grande qualité.
 5. Dresser et distribuer une liste de demandes concrètes auprès du gouvernement hôte et du gouvernement national pour renforcer le soutien au Symposium sur le genre et la participation des femmes à la Conférence.
 6. Solliciter l'appui de spécialistes des questions de genre et du développement pour analyser la politique de développement proposée par le gouvernement national et travailler avec les femmes lors de consultations en vue d'effectuer une analyse approfondie et pour formuler des recommandations.
 7. Organiser une réception du Symposium sur le genre juste avant la conférence, sur le même site. Inviter les dirigeants politiques de haut niveau à prendre la parole.
 8. Faciliter la participation du gouvernement du pays hôte au Symposium sur le genre et à la Conférence sur l'engagement international, en fournissant des sujets de discussion pour la formulation d'allocutions et en assurant la coordination du contenu des messages relayés par différents acteurs.
 9. Accroître les probabilités de visibilité. Par exemple en permettant l'accès des médias à l'événement. Inciter les femmes de la délégation à toutes porter un foulard de la même couleur en symbole de solidarité pour toute la durée de l'événement. Imprimer la déclaration et les recommandations officielles des femmes sur du papier de couleur et attirer l'attention du public sur ce document à chaque présentation.
 10. S'assurer que les femmes déléguées de la société civile puissent présenter leurs recommandations lors de la session plénière, à un moment de la journée choisi pour accroître la portée de leur message.
 11. Avancer des recommandations claires et réalisables lors du Symposium sur le genre et en sélectionner un sous-ensemble sur lequel mettre l'accent. Assurer une large diffusion des documents en les plaçant sur les tables lors de la Conférence ou en les envoyant par courrier électronique aux médias.
 12. Aider les acteurs nationaux à identifier des mécanismes permettant de poursuivre l'engagement avec les acteurs nationaux de la planification et soutenir la mise en œuvre des recommandations, le cas échéant.

¹Delegation of South Sudanese women leaders, Inclusive Security and UN Women staff meet with US Ambassador-at-Large for Global Women's Issues Melanne Verveer Credit: The Institute of Inclusive Security

Listes récapitulatives destinées au gouvernement national et au gouvernement hôte pour la promotion de l'inclusion

Le gouvernement national et le gouvernement hôte ont-ils :

- Annoncé un engagement national pour l'inclusion des femmes, par exemple un plan d'action national de la résolution 1325 du Conseil de sécurité ou une politique d'intégration d'une perspective de genre ?
- Déclaré explicitement qu'une composante essentielle ou qu'un objectif clé de la conférence sont de promouvoir l'intégration des femmes dans le développement ?
- Organisé, soutenu et/ou approuvé un atelier sur le thème du « Symposium sur le genre » pour les femmes membres de la société civile afin de formuler des recommandations sur les façons de parvenir à un développement inclusif ?

Le gouvernement hôte a-t-il :

- Demandé aux représentantes de la société civile et aux groupes de femmes au sein du gouvernement national de présenter des documents de politique qui permettront d'orienter la Conférence sur l'engagement/des donateurs ?
- Demandé au gouvernement national d'inclure au minimum 30 pour cent de femmes dans sa délégation ?
- Demandé à ce que le gouvernement national propose à au moins une femme déléguée de la société civile de prendre la parole au cours de la Conférence sur l'engagement ?
- Invité officiellement les membres féminins de la société civile à participer en tant que déléguées à tous les événements de la conférence, y compris aux réceptions et aux dîners officiels ?
- Réserve un espace dans le programme de la conférence pour que les femmes dirigeantes de la société civile puissent présenter un résumé de leurs recommandations ?
- Informé les autorités consulaires compétentes afin de les prévenir du fait que les délégués feront une demande de visa ?

Le gouvernement national a-t-il :

- Demandé aux représentantes de la société civile et aux groupes de femmes du pays concerné de présenter des documents de politique qui serviront de base à la Conférence sur l'engagement/des donateurs ?
- Rendu publics les documents de politique qui serviront de base à la conférence sur l'engagement/des donateurs ?
- Veillé à ce que sa délégation officielle pour la conférence soit composée au minimum de 30 pour cent de femmes ?
- Proposé à au moins une des femmes déléguées de la société civile de prendre la parole au cours de la conférence ?
- Incorporé des références relatives à l'importance des priorités des femmes dans les discours des hauts responsables et leurs déclarations aux médias ?

ANNEXE 1 : PRIORITÉS DES FEMMES EN FAVEUR DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT AU SOUDAN DU SUD

Résumé du Symposium sur le genre

Washington DC, du 11 au 13 décembre 2011

Du 11 au 13 décembre 2011, des représentantes des femmes de la société civile et des membres du gouvernement de la République du Soudan du Sud (RSS) se sont réunis pour définir les priorités fondamentales. La nouvelle nation est pleine de promesses : des promesses de paix, de prospérité et d'égalité. Il est essentiel de tirer parti des capacités humaines et intellectuelles des femmes pour relever les défis à court et à long terme. Les femmes ont formulé 37 recommandations spécifiques ayant trait aux cinq grands thèmes suivants et qui peuvent être appliquées à l'ensemble des domaines abordés lors de la Conférence sur l'engagement international :

- » **Participation des femmes** : Les femmes, conformément au principe d'égalité citoyenne, doivent participer pleinement à toute prise de décision publique et la RSS doit continuer à mettre en œuvre le quota de 25 pour cent pour les femmes à tous les niveaux du gouvernement.
- » **Cadre juridique et réglementaire** : La RSS doit mettre en place les cadres juridiques et réglementaires permettant de renforcer la protection des femmes et de garantir leurs droits, comme les droits fonciers, les droits à l'héritage et à la propriété.
- » **Affectation de crédits** : L'ONU doit respecter son engagement d'allouer un minimum de 15 pour cent des fonds de programmes à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les partenaires internationaux et la République du Soudan du Sud (RSS) doivent prendre des engagements similaires et les mettre en œuvre.
- » **Renforcement des capacités** : La RSS et les partenaires internationaux doivent soutenir le renforcement des capacités et fournir un financement adéquat au ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales et aux organisations et réseaux de femmes de la société civile.
- » **Sécurité prenant en compte les spécificités de genre** : La sécurité des populations locales est une condition préalable indispensable au développement et à l'autonomisation des femmes. Il est impératif de faire face proactivement aux menaces évidentes qui affectent la sécurité des femmes et des filles.

Lesdites 37 recommandations formulées lors du Symposium sur le genre ciblent les six domaines prioritaires de la CEI. Les femmes ont présenté en priorité les quatre recommandations suivantes comme nécessitant une action urgente de la part de la RSS et de la communauté internationale :

1. Doubler les taux d'alphabétisation fonctionnelle chez les femmes pour atteindre 25 pour cent d'ici à 2014.
2. Mettre en place une banque pour les femmes disposant d'un capital de départ de 10 millions d'USD, pour leur permettre de bénéficier de prêts accessibles à taux réduits, en utilisant des garanties sociales plutôt que des biens matériels.
3. Les femmes doivent recevoir 25 pour cent du total des investissements dans l'agriculture et l'élevage commercial, pour accroître ainsi leur productivité alimentaire, développer leur esprit d'entreprise et leur faciliter l'accès aux marchés.
4. Garantir que la moitié des ressources des fonds de développement communautaire, financés par les revenus pétroliers, est allouée à la santé, l'éducation, l'économie et la sécurité physique des femmes.

ANNEXE 2 : PRIORITÉS DES FEMMES EN FAVEUR DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT AU SOUDAN DU SUD

Symposium sur le genre et Conférence sur l'engagement international pour le Soudan du Sud, Washington DC, du 11 au 15 décembre 2011

Nous, déléguées féminines de la société civile représentant les femmes du Soudan du Sud, solidaires de nos frères et sœurs du gouvernement de la République du Soudan du Sud (RSS), nous sommes réunies à Washington DC du 12 au 13 décembre 2011 pour définir nos priorités pour l'avenir de notre pays, en adéquation avec le Plan de développement du Soudan du Sud. Nous nous sommes réunies la veille de la Conférence sur l'engagement international pour le Soudan du Sud, sous l'égide de « The Institute of Inclusive Security », d'ONU Femmes, de la Banque mondiale, ainsi que des gouvernements de la Corée, de la Norvège, de l'Espagne et des États-Unis.

Lors de nos débats, nos réflexions sont guidées par la Constitution nationale de transition du Soudan du Sud, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU n° 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010) et la résolution 2106 (2013), le Programme d'action de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Protocole relatif aux droits de la femme en Afrique, la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, ainsi que par tous les engagements, principes, objectifs et actions envers les droits des femmes tels que prévus par les différents instruments du droit des femmes au niveau national, régional, continental et international.

Nous sommes fières des nombreux accomplissements de notre pays, et surtout de notre indépendance récente. Nous reconnaissons le rôle crucial joué par les femmes que ce soit pendant la guerre - pour ramener la paix dans notre pays - au cours des négociations de l'Accord de paix global, lors de la période intérimaire, des élections et plus récemment du référendum. La nouvelle nation du Soudan du Sud est porteuse de promesses ; des promesses de paix, de prospérité et d'égalité. Pour tenir ces promesses, nous allons devoir affronter des défis considérables à court et à long terme. Pour relever ces défis, il est essentiel de tirer parti des capacités humaines et intellectuelles dont font preuve les femmes. Les priorités permettant de parvenir à une paix et à un développement durables sont nombreuses pour notre nouvelle nation. Nos recommandations sont guidées par les cinq grands thèmes applicables à l'ensemble des secteurs abordés lors de la Conférence sur l'engagement international de cette semaine :

1. Participation des femmes : Les femmes, conformément au principe d'égalité citoyenne, doivent participer pleinement à toute prise de décision publique relative à l'avenir de notre pays. Nous appelons la République du Soudan du Sud à continuer de mettre en œuvre le quota de 25 pour cent et à l'élargir à tous les niveaux du gouvernement, y compris dans les commissions et comités gouvernementaux, ainsi qu'à l'échelle locale, étatique et nationale.

2. Cadre juridique et réglementaire : la RSS doit mettre en place les cadres juridiques et réglementaires permettant de renforcer les droits, la sécurité et l'autonomisation des femmes. Les normes constitutionnelles et législatives doivent garantir la prévention de la violence fondée sur le genre et la sanction des coupables. Les femmes doivent bénéficier d'une protection de leurs droits à la propriété et à l'utilisation des terres, à la propriété des biens mobiliers et immobiliers, ainsi que de leurs droits à hériter. Il faut redoubler d'efforts pour assurer le partage à part égale des nouvelles opportunités d'embauche entre hommes et femmes et pour garantir l'égalité d'accès aux mesures d'aide des entreprises.
3. Affectation de crédits : L'ONU doit respecter son engagement d'allouer un minimum de 15 pour cent des fonds de programmes à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Nous appelons les partenaires internationaux et la RSS à prendre les mêmes engagements pour qu'une proportion concrète des fonds soit consacrée à la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cela nécessitera de redéfinir les priorités des finances publiques de sorte à parvenir à une répartition plus équitable des dépenses entre le domaine social et la sécurité.
4. Renforcement des capacités : la République du Soudan du Sud et les partenaires internationaux doivent encourager le développement d'un ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales capable et doté des ressources adéquates. Il est tout aussi essentiel que l'appui à la République du Soudan du Sud s'accompagne d'un soutien à la construction d'une société civile solide et dynamique pour maximiser ses contributions à la consolidation de la paix et renforcer la responsabilisation des citoyens. Nous recommandons la création d'un mécanisme de financement spécifique pour faciliter l'allocation rapide des ressources et de l'aide technique nécessaires aux organisations féminines de la société civile.
5. Sécurité prenant en compte les spécificités de genre : La sécurité des populations locales est une condition préalable indispensable au développement et à l'autonomisation des femmes. Il est impératif de prendre des mesures spécifiques pour faire face aux menaces évidentes qui affectent la sécurité des femmes et des filles. Nous félicitons la République du Soudan du Sud de son approche proactive dans la lutte contre la violence sexiste, et soulignons qu'il s'agit d'un problème grave qui nécessite l'apport de ressources matérielles et de solutions de grande portée.

Nous, femmes déléguées de la société civile, recommandons de prendre les mesures suivantes en faveur de la consolidation de la paix et de la construction de l'État :

A) Responsabilisation, transparence et gouvernance

- i. Garantir que les principes d'égalité des sexes et de discrimination positive, ainsi que la représentation et la consultation des femmes dans le processus de révision de la Constitution soient inscrits dans la Constitution permanente.
- ii. Adopter des réformes juridiques qui intègrent l'égalité des sexes, et promulguer une législation spécifiquement destinée à prévenir la violence.
- iii. Créer un système d'incitation administré par le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales pour récompenser les organismes gouvernementaux qui recrutent, embauchent et sont favorables à l'octroi de promotions à un plus grand nombre de femmes au sein des institutions, ainsi que ceux qui fournissent le plus de services de qualité aux femmes.
- iv. S'assurer que les investissements nationaux et internationaux consacrés à l'amélioration de l'état de droit attribuent des ressources suffisantes au droit de la famille et à l'accès des femmes à la justice.
- v. Renforcer la capacité des organisations féminines de la société civile à comprendre, examiner et surveiller les dépenses publiques et l'investissement direct, et à participer à la supervision afin d'en renforcer la responsabilisation. Il faut pour cela permettre aux organisations de femmes l'accès aux informations relatives au modèle décisionnel, à la structure des dépenses du gouvernement, ainsi qu'à la structure des investissements du secteur privé.

B) Mise en valeur du capital humain et renforcement des capacités

- i. Donner la priorité aux besoins des femmes en allouant des ressources financières et humaines à chaque État pour mettre en place des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation accélérée de grande portée. Doubler les taux d'alphabétisation fonctionnelle chez les femmes pour atteindre 25 pour cent d'ici à 2014.
- ii. Proposer des mesures d'incitation aux jeunes femmes pour les encourager à s'inscrire et à suivre des enseignements leur permettant d'accéder aux établissements d'enseignement supérieur et à une formation professionnelle et technique.
- iii. Élaborer une politique gouvernementale visant à favoriser le recrutement des femmes, leur maintien en poste et leur promotion dans la fonction publique, notamment aux postes de direction.
- iv. Baser les programmes d'enseignement supérieur sur les politiques et les besoins nationaux prioritaires pour permettre aux fonctionnaires, aux prestataires de services sociaux et aux acteurs du secteur privé de répondre aux besoins de la société et du marché.
- v. Renforcer et soutenir les unités de renforcement des capacités dans les États pour mieux cibler les besoins des femmes en matière de renforcement des capacités.

- vi. Renforcer la capacité des femmes et des organisations féminines de la société civile à fournir des services de soutien et à s'engager pleinement dans le processus de construction de l'État, y compris la participation au processus de révision de la Constitution, à l'éducation civique et à la prestation de services aux collectivités.
- vii. Créer des organisations féminines solides en allouant dix pour cent des subventions de soutien de la société civile au renforcement institutionnel et à la gestion organisationnelle.

C) Prestation de services sociaux intégrés

- i. Exiger que l'engagement du secteur privé dans la prestation des services sociaux prévoie un espace pour la participation des femmes aux prises de décision concernant l'élaboration et les prestations de services au niveau national et local, et n'impose pas de contraintes en termes de coût, de travail ou de sécurité aux femmes.
- ii. Réduire le taux de mortalité maternelle au Soudan du Sud de 20 pour cent grâce à l'adoption de mesures concrètes telles que des campagnes de sensibilisation, l'amélioration de l'accès aux services et la formation de 300 sages-femmes qui pourront être affectées dans les dix États d'ici à 2014.
- iii. Fournir gratuitement des services complets de santé en matière de procréation dans les dix États, avec au moins un hôpital comprenant un centre de santé d'excellence spécialisé dans la santé des femmes, qui puisse également assurer la formation du personnel de santé aux soins obstétricaux.
- iv. Parvenir à la parité entre les sexes dans la formation des enseignants, la formation du personnel de santé, la formation professionnelle et technologique, ainsi que dans l'éducation de base et l'enseignement supérieur d'ici à 2014.
- v. Veiller à ce que l'investissement du secteur privé dans la fourniture et l'assainissement de l'eau n'entraîne pas une augmentation des frais ni ne limite l'accès à une eau potable et de prix abordable dans les zones urbaines et rurales.
- vi. Soutenir le développement de programmes de santé et de centres communautaires qui informent sur la propagation des maladies transmissibles et assurent leur prévention, administrent les vaccins, et répondent à tous les besoins des familles en matière de santé et de planning familial.
- vii. Financer des campagnes publiques pour l'éducation des filles et l'alphabétisation fonctionnelle des femmes adultes, et mettre en place et financer des internats pour les filles.

- viii. Promulguer des lois qui éliminent les pratiques néfastes ayant un impact sur la santé physique, émotionnelle et psychologique des femmes et des filles.
- ix. Renforcer la dimension genre dans la prévention et le traitement du VIH/Sida, ainsi que dans l'accès aux médicaments antirétroviraux, y compris pour l'accès aux services de conseil et de dépistage volontaires au niveau communautaire et pour le renforcement des campagnes de sensibilisation dans tout le pays.

D) Gestion des revenus de l'exploitation pétrolière

- i. Veiller à ce que 50 pour cent des parts des revenus de l'exploration, du développement et de la production pétrolière des communautés et des États soient destinées à des initiatives en faveur de la santé et du développement des collectivités, pour l'ensemble des recettes pétrolières. Ces initiatives communautaires devraient prévoir des dispositions permettant aux groupes de femmes d'exercer une surveillance sur les décisions de dépenses et leur mise en œuvre.
- ii. 50 pour cent des ressources des fonds de développement communautaire doivent être allouées à la santé, l'éducation, l'économie et la sécurité physique des femmes.
- iii. Instaurer, financer et assurer le maintien de structures transparentes de prise de décision sur l'exploitation du pétrole et de ses revenus. Ces structures doivent promouvoir la participation de tous et refléter la composition du Soudan du Sud.
- iv. Commander un audit indépendant du secteur pétrolier qui détermine l'impact à ce jour du développement socio-économique, de l'environnement, de la santé et de la sécurité sur les collectivités, avec une analyse sexospécifique qui évalue l'impact des pratiques du secteur pétrolier sur les femmes, en particulier les impacts sur la sécurité, la pollution environnementale, le développement économique et l'emploi au niveau local.

E) Attirer les investisseurs au Soudan du Sud

- i. Compte tenu du rôle central que jouent les femmes dans la production alimentaire, veiller à qu'elles reçoivent 25 pour cent de tous les investissements réalisés dans les services de vulgarisation agricole et l'élevage commercial, afin d'encourager leur productivité alimentaire, leur esprit d'entreprise, leur accès aux semences et autres intrants, ainsi qu'au crédit et aux marchés. La réforme des titres fonciers, la construction de routes de desserte et d'autres infrastructures nécessaires qui faciliteront la productivité des femmes doivent constituer une priorité.
- ii. Promouvoir un accès équitable des femmes à la production pour les grands projets d'investissement agricole. Relancer et assurer l'accès complet des femmes aux coopératives d'agriculteurs et d'éleveurs.
- iii. Renforcer l'engagement des femmes sur le marché grâce à des subventions et une assistance technique

aux femmes entrepreneurs et aux agricultrices. Octroyer des crédits et des capitaux d'entreprise plus accessibles aux femmes entrepreneurs. Les banques et autres institutions financières devraient allouer au minimum 15 pour cent du financement prévu aux entreprises dirigées par des femmes.

- iv. Mettre en place une banque pour les femmes disposant d'un capital de départ de 10 millions d'USD, pour leur permettre de bénéficier de prêts accessibles à taux réduits, en utilisant des garanties sociales plutôt que des biens matériels.
- v. Veiller à ce que la législation nationale en matière de partenariat public/privé et la réglementation du secteur privé favorisent le plein accès des femmes à la prise de décision, aux marchés, au crédit et à la propriété des biens.
- vi. Mandater un minimum de 25 pour cent de femmes dans les conseils d'administration de toutes les sociétés nationales et internationales enregistrées et opérant au Soudan du Sud.
- vii. Consigner les investissements provenant du secteur privé avec pour principe de créer le maximum d'opportunités d'embauche, dont un pourcentage au moins égal à 40 pour cent devrait être réservé aux femmes.
- viii. Promouvoir l'emploi des femmes en tant qu'agents prestataires de services de santé, d'éducation, d'enseignement, de services juridiques, de services de vulgarisation agricole et d'aide aux entreprises.

F) Mobilisation de l'aide

- i. Utiliser une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes comme outil de suivi de la mise en œuvre du Plan de développement du Soudan du Sud (SSDP).
- ii. Faciliter le passage progressif d'un financement assuré par des partenaires internationaux à un financement émanant de partenaires nationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, dont le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales et les organisations féminines non gouvernementales. Accompagner cette transition d'une assistance technique et d'autres ressources.
- iii. Maintenir et renforcer le groupe de travail sur le genre dirigé par le ministère du Genre, de l'Enfant et des Affaires sociales, qui avait été institué lors du processus de rédaction du Plan de développement du Soudan du Sud (SSDP), comme mécanisme permettant de faciliter la consultation de la société civile sur les thèmes du développement, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et des plans d'investissement du secteur privé.
- iv. Veiller à ce que le groupe de travail sur le genre dispose d'un accès total aux informations sur les dépenses publiques et les investissements directs étrangers dans le but d'informer et de dialoguer avec la société civile.

Notes de bas de page

- 1 Observatoire des situations de déplacement interne. (2011). *Rapport détaillé 2010*. Genève.
- 2 Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. (2012). *Ce que veulent les femmes : Planification et financement pour une consolidation de la paix tenant compte de la problématique hommes-femmes*. New York, NY. Deuxième édition.
- 3 Panagoda, C. (6 février 2012). *Despite Rhetoric, Women Still Sidelined in Development Funding*. Inter Press Service (IPS). Page Web : <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=io666s>
- 4 Union interparlementaire. *Les femmes dans la base de données des parlements nationaux*. Page Web : <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>
- 5 International Republican Institute. (2011). *Enquête d'opinion publique au Soudan du Sud, du 6 au 27 septembre 2011*. Page Web : [http://www.goss-online.org/magnoliaPublic/en/news/press/mainColumnParagraphs/oiiii4/content_files/file/IRI%20South%20Sudan%20Public%20Opinion%20Survey%20\(Septembre%202011\).pdf](http://www.goss-online.org/magnoliaPublic/en/news/press/mainColumnParagraphs/oiiii4/content_files/file/IRI%20South%20Sudan%20Public%20Opinion%20Survey%20(Septembre%202011).pdf)
- 6 Organisation mondiale de la Santé. (2010). *Tendances de la mortalité maternelle : 1990 à 2008*. (Genève, Suisse : WHO Press) ; Gouvernement du Soudan. (2007). *Enquête sur les ménages soudanais consacrée à la santé*. Page Web : <http://www.bsf-south-sudan.org/sites/default/files/SHHS.pdf>
- 7 Danbolt, L, Gumbonzvanda, N., & Karame, K. (2005). *Towards Achieving the MDGs in Sudan: Centrality of Women's Leadership and Gender Equality (Vers la réalisation des OMD au Soudan : importance du leadership des femmes et de l'égalité entre les sexes)* Gouvernement norvégien, Oslo.
- 8 Koppell, C. & O'Neill, J. (2010). *Symposiums sur le genre au cours des conférences des donateurs. The Institute for Inclusive Security, Washington, DC*.
- 9 *Au moment de la conférence, sept déléguées ont reçu des visas et ont pu voyager*.
- 10 M. Princeton Lyman, envoyé spécial américain pour le Soudan et le Sud-Soudan, Mme Melanne Verwee, ambassadrice itinérante américaine chargée des problèmes rencontrés par les femmes dans le monde et M. Don Steinberg, administrateur adjoint d'USAID.
- 11 <http://www.unwomen.org/2011/12/south-sudanese-women-call-for-their-full-engagement-in-the-development-planning-for-south-sudan/>



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

